



## **ASIE/INDONESIA – Nouveau rapport de l'ONG Human Rights Watch : minorités religieuses prises pour cible dans l'indifférence du gouvernement**

Djakarta (Agence Fides) – Le gouvernement indonésien ne parvient pas à protéger les minorités religieuses face à la montée en puissance de l'intolérance religieuse et de la violence qui s'est concrétisée par un total de 264 attaques au cours de l'année 2012. C'est ce qu'affirme un nouveau rapport de 107 pages envoyé à l'Agence Fides et publié par l'ONG Human Rights Watch (HRW) intitulé « Au nom de la religion ». Le rapport invite le Président Susilo Bambang Yudhoyono à adopter une politique de grande fermeté envers les attaques répétées contre les minorités religieuses qui enveniment la société. Des bandes islamiques attaquent en effet des églises chrétiennes ainsi que des « sectes déviantes » alors que le gouvernement indonésien, la police et les militaires « assistent passivement » et, parfois, « participent activement » en défendant les nouveaux groupes extrémistes, dénonce HRW.

Le rapport fait état de « l'échec du gouvernement » qui porte les groupes militants à devenir toujours plus agressifs parce que bénéficiant de l'impunité. A en faire les frais, ce sont les communautés ahmadis (considérée comme des musulmans hérétiques), chrétiennes et shiites. Selon un état des lieux réalisé par l'ONG dans 10 provinces, en 2012 ont eu lieu 264 épisodes de violence à l'encontre des minorités religieuses. Dans la majeure partie des cas, les exécuteurs et les mandants sont restés impunis. Dans deux cas, les fonctionnaires locaux se sont refusés d'appliquer et de faire respecter les décisions de la Cour Suprême garantissant aux minorités le droit de construire des lieux de culte alors que le Ministre des Affaires religieuses, Suryadharma Ali – remarque le rapport – a fait « des déclarations discriminatoires ».

Selon HRW, « Yudhoyono devrait insister sur le fait d'engager des poursuites contre tout acte de violence à l'encontre des minorités alors qu'il a montré une indifférence substantielle ». De plus, des fonctionnaires gouvernementaux et des forces de sécurité indonésiennes ont souvent facilité vexations et intimidations perpétrées par des groupes de militants envers les minorités. Parmi les groupes extrémistes les plus actifs, se trouvent le Forum Umat Islam (forum du peuple islamique (ndt)) et le Front Pembela Islam (front des défenseurs de l'islam (ndt)) qui adhèrent à une interprétation de l'islam sunnite selon laquelle les non musulmans sont des infidèles et des blasphémateurs.

De ce contexte découle une grave érosion de la liberté religieuse pour les chrétiens et les autres minorités. Cette érosion est justifiée et avalisée – ce qui est le pire aspect du problème selon le rapport envoyé à Fides – y compris par des institutions publiques telles que le Ministère des Affaires religieuses, le Conseil de surveillance des croyances dans la société (placé sous l'égide du Procureur général), le Conseil des Oulémas, reconnu par l'Etat, institutions qui ont fait usage de leur autorité pour pénaliser les minorités religieuses. (PA) (Agence Fides 05/03/2013)